

Arrêtons de manger du pétrole

Mireille Bruyère

De cette « crise énergétique », ne faisons pas une énième occasion de relancer l'industrialisation de l'agriculture. Il s'agit de mettre en lumière l'immense dépendance de l'agriculture aux engrais fossiles. Et de la faire bifurquer.

La [guerre en Iran](#) et le blocage du détroit d'Ormuz ont déclenché une nouvelle séquence politique et économique autour de la dépendance de la France et de l'Europe aux énergies fossiles (pétrole et gaz). Au-delà des discours sur notre souveraineté énergétique, la réduction de cette dépendance nécessite des changements structurels et politiques. Ces discours renvoient souvent à la politique énergétique de la France à la suite des premiers chocs pétroliers des années 1970. Or l'appel à la souveraineté énergétique a été l'occasion non pas de diminuer la consommation des énergies fossiles, mais de développer une [filiale nucléaire](#). Ainsi, le récit de la « crise énergétique » a toujours été l'occasion d'accélérer l'industrialisation et l'innovation capitaliste, industrialisation qui provoquera la prochaine « crise énergétique ».

La décarbonation actuelle de certains secteurs industriels et d'une partie des transports cache une dépendance aux fossiles encore plus dangereuse car moins visible. L'agriculture mondiale, dans sa folle course industrielle, est devenue fortement dépendante des produits pétrochimiques. Elle représente 15 % de la consommation mondiale de fossiles, loin devant les industries les plus carbonées comme la sidérurgie, qui n'en consomme que 8 %. La plus grande partie de cette consommation n'alimente pas les tracteurs et les machines agricoles mais sert à produire des engrais, du plastique pour les emballages nécessaires à la circulation mondiale des aliments et de l'énergie pour leur transformation industrielle. Avant même qu'ait démarré un tracteur pour la récolte, un hectare de blé en France a déjà consommé 300 à 400 litres de pétrole ou de gaz via les engrais chimiques utilisés pour sa culture. C'est la raison pour laquelle le prix des denrées alimentaires est corrélé à celui du baril de pétrole.

La France importe les deux tiers de ses engrais chimiques, et la moitié de la production mondiale vient d'Asie, en particulier de Chine. Les entreprises pétrolières ont bien compris l'enjeu. Elles s'orientent de plus en plus vers cette production, car les taux de profits y sont plus importants que dans celle de carburants. Surtout, elles cherchent à compenser la baisse anticipée de la consommation de carburants fossiles dans les machines (décarbonation de l'énergie). Dans cette trajectoire, il n'y aura pas moins d'extraction ni d'utilisation de fossiles, mais une transformation des usages vers les produits pétrochimiques. Il n'est pas nécessaire de rappeler tous les désastres causés par ces produits pour la société et la nature, dont la plus tragique est [l'effondrement de la biodiversité](#).

De cette « crise énergétique », ne faisons pas une énième occasion de relancer l'industrialisation de l'agriculture. Il s'agit de mettre en lumière l'immense dépendance de l'agriculture aux engrais fossiles. Puis de l'orienter vers l'[agroécologie](#), comme la polyculture-élevage et la décroissance technologique prônées par [l'Atelier paysan](#)¹. Cette bifurcation doit être soutenue par une sécurité économique. Au lieu de verser des subventions aux agriculteurs conventionnels pour qu'ils continuent comme avant, il faut un fonds d'investissement pour les aider à bifurquer, et bâtir une sécurité sociale de l'alimentation

¹ Initiative d'autonomisation technique et politique du milieu paysan.

fondée sur [l'agriculture paysanne locale et bio](#) qui leur garantit des [revenus suffisants et pérennes](#).

Cet article avait été publié par *Politis*, n° 1910, 16 avril 2026.

Mireille Bruyère est maîtresse de conférences en sciences économiques à l'Université de Toulouse Jean Jaurès. Elle est aussi membre des Économistes atterrés.